



Débat

par **Isabelle Gravillon** • photos du débat **Jean-Marc Armani** / Picturetank pour *Femme Majuscule*

À peine arrivé aux affaires, le nouveau gouvernement a annoncé son objectif en matière de prostitution : l'abolition. Comment va-t-il s'y prendre ? Va-t-il légiférer bientôt ? Le débat risque de faire rage entre pro et anti-abolitionnistes. Nous l'avons d'ores et déjà entamé dans les locaux de Femme Majuscule.

de commercialiser son corps. Dans une tribune publiée récemment dans *Le Nouvel Observateur*, un groupe d'intellectuels et de féministes taxe d'ailleurs ce projet de « chimère »¹. « Décréter illégal ce que l'on trouve immoral n'est pas un grand pas vers le bien, c'est une dérive despotique », écrivent en autres signataires la philosophe Élisabeth Badinter, l'écrivain Régine Deforges et la pédopsychiatre Caroline Eliacheff. Est-ce le devoir de notre société de mettre un terme définitif à la prostitution ? Est-ce seulement possible ? Et même souhaitable ? Une féministe, une psychanalyste et une travailleuse du sexe ont accepté de confronter leurs points de vue. N'espérez pas trouver dans ce débat du prêt-à-penser. Nous n'allons pas vous dire s'il faut être pour ou contre l'abolition de la prostitution. Notre objectif est simplement de vous permettre de prendre connaissance des différents arguments en présence... et de vous donner matière à réfléchir de la manière la plus éclairée possible. ▶

1. *Le Nouvel Observateur* du 23 août 2012.



Sophie Marinopoulos
Psychologue et psychanalyste, elle dirige le service de Prévention et de Promotion de la Santé

Psychique (PPSP) à Nantes, où elle offre un lieu d'accueil parents-enfants. Elle participe à des travaux cliniques et de recherche sur la filiation et la famille. Elle a écrit de nombreux ouvrages, dont *Elles accouchent et ne sont pas enceintes* – *Le Déni de grossesse* et *Combattre les petites philosophies du pénis* (éd. Les Liens qui Libèrent).



Cloé Navarro
Porte-parole du Strass (Syndicat du travail sexuel), elle exerce le métier de travailleuse du sexe. Le Strass existe depuis 2009, il a

pour mission de permettre aux prostitué(e)s de reprendre la parole dans un débat qui les concerne directement. Il les informe sur leurs droits et les moyens de les faire valoir, et les accompagne dans leurs démarches.

« Mon objectif, comme celui du parti socialiste, c'est de voir la prostitution disparaître. » C'est en ces termes que Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes, s'est exprimée dans une interview accordée en juin dernier au *Journal du Dimanche*, confirmant ainsi la position abolitionniste du gouvernement. Dans ce même entretien, elle a rappelé qu'une résolution préconisant la pénalisation des clients avait déjà été adoptée par le Parlement avec le soutien de tous les partis en décembre 2011. Soulignons qu'une résolution n'a pas le caractère contraignant d'une loi, elle constitue plutôt une déclaration de principe, une sorte de recommandation. Punir les clients d'amendes et même de peines de prison, est-ce donc la voie que la France va adopter pour en finir avec la prostitution ? Il est trop tôt pour le dire. La ministre a annoncé l'organisation d'une prochaine « conférence de consensus » qui devrait s'interroger sur les meilleurs moyens pour atteindre ce but. Il faudra donc attendre l'issue de cette concertation pour en savoir plus.

Mais l'affaire est loin d'être entendue car tout le monde n'est pas d'accord sur cet objectif. Ça et là, des voix – et pas des moindres – s'élèvent pour s'opposer à l'abolition de la prostitution et à l'interdiction



Carine Delahaie
Militante féministe, elle est membre de la direction nationale de l'association Femmes Solidaires. Elle intervient chaque

semaine en milieu scolaire pour la prévention des violences sexistes et des rapports de domination entre collégiens et collégiennes, lycéens et lycéennes. Elle est aussi rédactrice en chef de *Clara Magazine*. Elle a écrit de nombreux articles sur l'impact de la banalisation de la prostitution et sur la place des femmes dans notre société.

FRANCESCO ACERBIS/SIGNATURES

UNE LOI POUR EN FINIR AVEC LE TROTTOIR ?

pour garantir la discrétion aux clients. Quand on sait que les associations de santé sont très peu subventionnées, elles auront encore plus de difficultés à approcher les travailleuses et travailleurs du sexe. Ce sont ces derniers qui en pâtiront.

Sophie Marinopoulos. En effet, en pénalisant le client, on aura une prostitution de plus en plus cachée, avec des conditions de travail de plus en plus difficiles. Les proxénètes seront totalement libres de faire ce qu'ils veulent. Il me semble que l'on fait totalement fausse route. Par ailleurs, s'axer sur la pénalisation du client, en sous-entendant qu'il est forcément un pervers ou un prédateur, me semble teinté d'un certain puritanisme déplacé : on punit celui qui a fauté, celui qui a trompé sa femme. La réalité des hommes qui s'adressent à des prostituées est sans doute beaucoup plus complexe que cette vision simpliste et moralisatrice.

Carine Delahaie. Les médias se sont emparés de cette proposition concernant la pénalisation des clients, mais je suis d'accord avec vous pour dire que ce n'est pas la seule voie pour lutter contre la prostitution. Pour ma part, je suis favorable à une loi qui pose la prostitution comme une violence. Et qui organise des interventions en milieu scolaire pour expliquer aux jeunes qu'on peut construire des relations affectives entre personnes de sexes différents ou du même sexe sans domination de l'un ou de

« En pénalisant le client, on aura une prostitution de plus en plus cachée, avec des conditions de travail de plus en plus difficiles »

Sophie Marinopoulos

l'autre. Quand je fais des interventions dans les établissements scolaires et qu'une gamine me demande si faire une fellation en échange d'un smartphone, c'est de la prostitution, je me dis qu'il y a de quoi s'inquiéter et du boulot à accomplir ! Faire réfléchir les jeunes, la société tout entière, c'est là que se situe l'urgence.

Sophie Marinopoulos. C'est exactement ce que fait le professeur Israël Nisand, gynécologue, quand il va faire de l'éducation sexuelle dans les classes de collège. Il part des questions des ados, délibérément provocatrices, souvent même vulgaires, il n'en élude aucune. Au fil de la discussion, il

repose les règles de la relation humaine et amoureuse fondée sur la dignité et l'estime de soi. Les jeunes ont besoin d'adultes qui occupent leur place, qui prennent position, qui leur expliquent ce que sont le consentement et le respect du désir de l'autre. À un moment donné, les jeunes ont envie d'entendre des adultes leur dire qu'on ne fait pas une fellation en échange d'un iPhone !

Cloé Navarro. En tout cas, ce n'est certainement pas en optant pour le tout-répressif qu'on avancera. Non seulement il ne faut pas pénaliser les clients mais il faut aussi abroger la loi qui punit le racolage passif et persécute les travailleuses du sexe en les soumettant à de perpétuelles rafles. Il faut au contraire leur donner des droits, comme à tout un chacun dans la société : c'est la seule manière de leur rendre leur dignité, de les sortir de la précarité, de leur donner la force de relever la tête et de se défendre si besoin. Le respect des droits fondamentaux d'une personne est en effet le meilleur moyen de favoriser son émancipation. Il faut également se donner les moyens d'une vraie prévention, tant auprès des travailleuses du sexe que des clients, par exemple pour inciter les récalcitrants au port du préservatif.

En Suède, où les clients sont pénalisés, on annonce que la prostitution a énormément reculé...

Cloé Navarro. C'est une énorme hypocrisie ! La prostitution a reculé dans la rue mais elle s'est déplacée sur Internet. Nous sommes en contact avec des travailleurs du sexe suédois qui nous apprennent que l'état sanitaire de la profession n'a jamais été aussi catastrophique. Cela est d'ailleurs confirmé par plusieurs rapports, dont un de l'ONU. Cela prouve bien que criminaliser le travail sexuel est dangereux.

Vous réclamez que l'on vous accorde des droits. Est-ce que cela passe par une réouverture des maisons closes ?

Cloé Navarro. Surtout pas. Les *eros centers* en Allemagne ou en Espagne sont de véritables abominations ! Les clients viennent y choisir des prestations sur un menu, les travailleurs du sexe sont réduits à l'état d'objets. Le plus souvent, ces lieux tombent sous la coupe de proxénètes. Le bordel n'est certainement pas la solution pour assurer la santé et le bien-être des prostituées. Nous, ce que nous revendiquons, c'est l'autogestion : le droit de louer un lieu à plusieurs en se partageant les frais. Nous revendiquons aussi le droit d'avoir une vie privée : actuellement, nous ne pouvons avoir de bailleurs ou de compagnons car ils seraient accusés de proxénétisme.

Carine Delahaie. Je ne peux cautionner cette idée d'officialiser la prostitution, de la reconnaître comme un métier comme un autre. Je me battraï jusqu'au bout pour son abolition car je ne peux pas tolérer qu'on mette une femme sur le trottoir contre son gré. J'assume le fait que l'abolition de la prostitution représente une privation de liberté pour les femmes, à mon avis très minoritaires, qui ont délibérément choisi de faire ce métier, si c'est comme ça que vous souhaitez l'exprimer. Je me dis

« Il faut donner des droits aux travailleuses du sexe. C'est la seule manière de les sortir de la précarité, de les aider à voir si elles sont exploitées, de leur donner la force de relever la tête et de se défendre »

Cloé Navarro

qu'elles trouveront finalement un autre travail, alors que celles qui crèvent d'être sur le trottoir n'ont pas d'autre choix.

Sophie Marinopoulos. Ce discours constitue une véritable intrusion dans la vie d'autrui. Au nom des principes d'une société telle que vous vous la représentez – avec en toile de fond le bien d'un côté, le mal de l'autre – vous vous arrosez le droit d'intervenir dans la vie des gens, de choisir pour eux ! Battez-vous pour l'abolition de l'esclavage sous toutes ses formes, un fléau encore présent dont fait partie la prostitution qui enferme les femmes – quand ce ne sont pas des enfants – et les oppresse, les maltraite, les privant de toute liberté, à commencer par la liberté d'être soi. Mais on ne peut faire autrement que d'entendre la parole de Cloé et de celles et ceux qu'elle représente. On ne peut pas faire comme si cette prostitution choisie n'existait pas. Je crains la dérive et le souhait de vouloir encadrer la sexualité qui peut aller très loin. La sexualité entre adultes consentants se nourrit aussi pour certains de transgression, d'interdit, d'échanges complexes qui échappent à la morale.

Carine Delahaie. Je ne porte aucun jugement moral sur la prostitution. J'ai simplement une idée précise de la société que j'aimerais construire, un projet, des principes que je défends. Au premier rang desquels la fin de la domination masculine, dont la face la plus visible est la violence exercée sur les femmes.

Pensez-vous que l'on puisse se prostituer sans, à un moment donné, en payer les conséquences physiques et psychiques ?

Cloé Navarro. Encore une fois, je ne souffre pas d'exercer ce travail. Dans chaque métier, il y a une part d'ombre. Beaucoup de personnes ne sont pas heureuses dans leur profession, cela n'est pas réservé aux travailleuses du sexe ! J'entretiens une relation particulière avec mon corps qui me permet de bien vivre cette activité. Si je ne sens pas un client, je ne l'accepte pas : jamais je ne passerai après les clients, j'écoute avant tout mon désir, mon instinct. Tout le monde n'est pas capable de faire ce métier sans dommage car il faut être apte à dissocier ses envies de l'obligation de faire une passe, et surtout en avoir la liberté ! Et qu'on ne me dise pas que les prostituées ont toutes subi des violences dans leur enfance. J'ai eu une enfance de rêve, dans une famille très aimante. Et aujourd'hui, bien qu'elle connaisse ma profession, elle ne me rejette pas.

Sophie Marinopoulos. Je ne suis pas sûre que les choses soient tout à fait aussi limpides. Pour moi, il y a toujours une forme de souffrance dans la prostitution, qu'elle soit ressentie ou pas, assumée ou pas, dite ou pas. Beaucoup de prostituées mettent en place un clivage psychique. Parce qu'elles sont confrontées à une situation douloureuse, difficile à supporter sur le long terme, elles se « coupent » en deux. Une partie d'elles-mêmes ne participe pas à ce que l'autre est en train de faire. Ce mécanisme de défense psychique est très coûteux parce qu'on en vient à annuler une partie de soi. On perd ses affects, on peut perdre le rapport à son corps, c'est-à-dire que l'on ne ressent plus les signaux qu'il nous envoie, notamment la douleur. Certaines prostituées débarquent chez le médecin dans des états catastrophiques, avec des pathologies très avancées.

« Quand je fais des interventions dans les établissements scolaires et qu'une gamine me demande si faire une fellation en échange d'un smartphone, c'est de la prostitution, je me dis qu'il y a du boulot ! » Carine Delahaie

